Texte paru en italien et en allemand, mars-avril 2011

LIBYE : LA GUERRE DE SARKOZY

Mal préparées, mal engagées, menées dans un flou total pour ce qui est de leurs objectifs stratégiques à long terme, les opérations militaires en Libye ont suscité depuis le début des réticences implicites ou des critiques ouvertes parfaitement justifiées. L'Allemagne n'y est pas favorable, la Chine et la Russie y sont hostiles, la vaste majorité des pays arabes également. Et pourtant, les opérations se poursuivent. Elles se poursuivent parce que Nicolas Sarkozy l'a voulu : il en fait sa petite croisade personnelle. Mais pourquoi ?

Deux hypothèses sont couramment avancées.

La première est que Sarkozy espère faire ainsi remonter sa cote de popularité, qui est aujourd'hui au plus bas : début mars, le chef de l'Etat français ne recueillait plus que 22 % d'opinions favorables, les trois-quarts des Français lui étant hostiles. Un conflit armé l'installant dans une position d'autorité régalienne serait de nature à avoir des effets électoraux positifs. La seconde hypothèse est qu'en se lançant dans une aventure militaire pour appuyer l'insurrection armée contre le colonel Kadhafi, le chef de l'Etat français espère faire oublier son attitude pour le moins équivoque lors des soulèvements populaires en Tunisie et en Egypte. Il chercherait à compenser la tiédeur de la diplomatie française lorsque des foules d'Egyptiens et de Tunisiens manifestaient pour se débarrasser respectivement de Moubarak et de Ben Ali, deux dictateurs que la France a constamment soutenus.

Mais dans l'un et l'autre cas, cet espoir risque fort d'être déçu.

Il est d'abord peu probable que les Français, qui sont déjà très majoritairement hostiles à la présence de leurs soldats en Afghanistan, portent au crédit de Nicolas Sarkozy un nouvel engagement militaire, surtout si celui-ci traîne en longueur : plus le conflit va durer, plus il risque de dégénérer, et l'opinion se retournera vite. Il y a en outre toutes raisons de penser qu'aux yeux des français le chef de l'Etat, plutôt que de « protéger les populations civiles » de Libye ou de voler au secours des révolutions arabes au moyen de coûteuses opérations militaires, ferait mieux de protéger ses propres concitoyens des maux qui les accablent : les pathologies sociales nées de l'immigration, la hausse du chômage, la baisse du pouvoir d'achat.

Les Français, par ailleurs, n'ont probablement pas oublié qu'en décembre 2007, Nicolas Sarkozy avait reçu à Paris, avec tous les honneurs, ce même colonel Kadhafi qu'il dénonce aujourd'hui comme un « personnage horrible » et un tyran. Si Kadhafi était vraiment infréquentable, pourquoi l'avoir autant fréquenté ? Et pourquoi avoir cherché à lui vendre du matériel militaire si c'était pour s'employer à le détruire aujourd'hui ?

On sait comment commencent les guerres, on ne sait jamais comment elles finissent – ni ce sur quoi elles risquent de déboucher. Or, les incertitudes sont nombreuses. Que veut-on faire exactement en Libye ? Soutenir un « Conseil national lybien de transition » dont nul ne connaît la composition ni surtout les orientations ? Aider la rébellion à s'emparer du pouvoir ? Obliger le colonel Kadhafi à partir ? Couper en deux son pays, en instaurant une partition entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine ? Rebâtir l'Etat libyen en l'adaptant aux canons de la mondialisation libérale ? Et comment être sûr que l'intervention aérienne n'exigera pas, à un moment ou à un autre, de se prolonger par un engagement au sol ? Aucune dictature n'est jamais tombée à la suite d'une campagne de frappes aériennes ! Que se passera-t-il, enfin, si le nouveau gouvernement libyen se révèle trop islamiste, voire djihadiste, et qu'il se refuse à limiter les flux migratoires ?

Sarkozy s'est engagé à la légère dans un domaine grave, celui de la guerre. Il a pris délibérément le risque d'agresser un pays arabe et musulman à la tête d'une coalition occidentale, entreprise déjà perçue comme « néocoloniale » par beaucoup. Il y a encore une troisième hypothèse : c'est que le président français – le *gremlin* de l'Elysée – est devenu totalement fou.

ALAIN DE BENOIST

27 mars 2011